

COMMUNISME ET CLASSE OUVRIERE

LES LIENS DE LA RUPTURE

YOLENE DILAS-ROCHERIEUX

La relation de la classe ouvrière française au communisme n'est pas un thème nouveau; la recherche en ce domaine a fourni nombre d'ouvrages et suscité séminaires et colloques. Le rôle despotique et charismatique de la III^{ème} Internationale, l'apparition d'une nouvelle classe ouvrière en rupture avec la société d'avant-guerre, l'impact des crises économiques et politiques, avec en particulier 1936 et la Libération, sont autant de domaines largement investis. Pourtant, pour appréhender la séparation de corps et d'esprit s'opérant entre PCF et travailleurs, nous devons évacuer provisoirement l'histoire du Parti en tant que telle pour éclairer, d'un point de vue sociologique, l'articulation politique et idéologique de la classe ouvrière avec le communisme et la société industrielle. Il est en effet primordial de comprendre comment, à travers le Parti, le communisme s'est imposé dans les années vingt à la fois comme modèle porteur du pouvoir ouvrier réel et comme instrument dynamique de la modernisation. Cette interrogation même, resituée dans le contexte de la société post-industrielle et de la désintégration de la classe ouvrière ¹, n'offrirait pas grand intérêt si nous négligions le processus par lequel le communisme, dans sa diversité économique et politique, s'est enchaîné à une idéologie strictement prolétarienne, condamnant ainsi le courant qui le représente à l'auto-destruction à plus ou moins long terme ².

S'il est acquis que le PCF procède d'une rencontre entre un système de valeurs nationales révolutionnaires et une idéologie internationale dominante, occupant un espace laissé vide en matière de modèle de société, il convient cependant de dégager tout un pan de la pensée ouvrière trop longtemps négligée. Certes, le communisme prolétarien ou bolchevik s'est intégré au paysage révolutionnaire français en se rapprochant d'un courant de pensée populaire porté depuis la Révolution par Babeuf, Blanqui puis Guesde; mais il faut en dissocier la conception du pouvoir ouvrier qui relevait d'un monde non prolétarien et d'une toute autre vision de la société industrielle.

Pour éviter l'amalgame communisme/pouvoir ouvrier, nous devons donc dissocier l'idéal égalitariste considérant le peuple dans sa diversité, de la prise de conscience d'une population touchée directement dans son être physique et moral par la politique capitaliste d'accumulation et de transformation des techniques. Avant d'être une représentation de l'avenir de la classe industrielle, le communisme porte les désirs et les refus d'individus réceptifs aux idées de partage et de vie communautaire. La finalité "du pouvoir ouvrier", en tant que mode d'organisation économique et sociale, est par contre, de canaliser, au bénéfice des travailleurs, le potentiel de richesses et de savoirs que recèle l'organisation industrielle, voire capitaliste, se définissant par la volonté de conserver la maîtrise sur l'outil et le produit final.

De cette exigence égalitariste et de ce refus de la dépossession³ émerge, sous la forme de projets de réorganisation politique et sociale, un formidable imaginaire ouvrier consacré à repenser la société⁴. Cependant, l'obstacle auquel vont se heurter des générations de travailleurs, se dévoile bientôt dans l'incapacité de concilier pouvoir ouvrier et accumulation de capital ou, exprimé différemment, dans l'impossibilité d'intégrer le prolétariat réel dans un mouvement auto-émancipateur. Seul le PCF, par le biais de l'idéologie et du mythe, permettra ce rapprochement, annihilant les modèles antérieurs et enfermant la pensée communiste dans le carcan conceptuel de prolétariat et de sa représentation économique et sociale.

L'assimilation progressive du pouvoir ouvrier réel au pouvoir dictatorial prolétarien à travers le projet communiste suppose, qu'à un certain moment de leur histoire, deux courants révolutionnaires se soient reconnus. Cette hypothèse délimite à elle seule notre champ de réflexion portant sur les modalités de passage de l'idéal du pouvoir ouvrier réel à l'ouvriérisme empirique puis idéologique. Certes, nous prenons le risque de déformer certains aspects du mouvement ouvrier français dans sa généralité; mais ici n'est pas l'objet de notre recherche. Par la confrontation de deux types spécifiques d'organisation de la société, i.e. l'association ouvrière et le communisme, replacés dans l'espace économique et politique du 19ème siècle, nous mettons en relation les raisons d'existence du Parti communiste français et celles de sa dégénérescence.

Pouvoir ouvrier et communisme

Portés dans les années 1830-1840 par la pensée de Buchez, Saint-Simon, Blanc, Owen, Cabet, Fourier et une décennie plus tard par Proudhon, les modèles de réorganisation sociale dévoilent, au-delà d'une véritable pensée ouvrière autonome⁵, la dissociation entre communisme et pouvoir ouvrier.

En effet, la Révolution française a secrété un courant populaire égalitariste prônant la dictature du peuple symbolisée par l'Etat, entité concentrant à la fois richesses et autorité. Par contre, la notion de pouvoir ouvrier direct est née et s'est confortée à travers les mouvements associatifs, coopératifs, mutuellistes et syndicalistes. Portés par le refus de la dépossession, ceux-ci privilégient la lutte économique à la lutte politique et situent l'axe relationnel classe ouvrière/pouvoir dans les possibilités des travailleurs à gérer, dominer et contrôler la production et l'échange. Dans son interprétation étatiste et politique⁶, le courant communiste considère la prolétarisation comme un élargissement du peuple exploité, la concentration économique et politique corroborant ses théories sur le mouvement tendanciel de la société à l'uniformisation. Sous la poussée populaire, la réappropriation collective achèvera l'oeuvre révolutionnaire, ainsi le voient les blanquistes et les babouvistes. Le mouvement est irrémédiable, la Révolution a posé une fois pour toutes les balises dans le sens du collectivisme; le rôle des communistes comme par exemple ceux de type "fraterniste" est d'aider, en travaillant pacifiquement sur le peuple, à accélérer et à contrôler ce processus:

"La dissolution de la Féodalité entraîna en principe et presque en fait l'abolition de la possession de l'homme sur l'homme. Ce fut donc encore une profonde modification du droit de propriété; l'essor

que prirent dès cette époque l'industrie, le commerce et la science dédaignée par la stupide ignorance de l'aristocratie et pratiqués par le Tiers-Etat, l'affaiblit encore en l'étendant à un plus grand nombre, car il est de l'essence du privilège de n'être fort qu'à la condition de se concentrer" 7

En revanche, le mouvement auto-émancipateur reçoit ce phénomène uniformisateur comme une dégénérescence du corps ouvrier et un obstacle à l'exercice du pouvoir des producteurs associés. Les socialistes du courant associatif, et en particulier les fouriéristes, ne décèlent aucun germe de "la solidarité fraternelle de l'avenir" dans la grande Révolution de 1789; "concurrence illimitée, laissez-passer, laissez-faire, telle a été, jusqu'à présent sa science" 8. Avec "le droit de travailler", une étape a été franchie, mais le chemin ouvert est sans protection: "le droit de travailler, c'est le droit pour chacun de chercher sa voie à ses risques et périls" 9. L'espace post-révolutionnaire est plein d'embûches:

"Le régime du Moyen âge, malgré ses iniquités, établissaient un contrat protecteur entre le cultivateur et les hommes d'armes, une assurance mutuelle entre les corporations, à ce régime détruit par la seconde éruption du christianisme ou révolution française, rien n'est substitué jusqu'à ce jour" 10.

Ce que semblent dire ces hommes, c'est que la Révolution dont la mission était de détruire et d'édifier a laissé le producteur à découvert, sans aucune protection face aux nouvelles méthodes productives et relationnelles qui se font jour dans l'industrie 11. Les moyens de la réorganisation sociale sont alors recherchés hors du processus en cours; l'association ouvrière dans la production aurait pour but de rétablir cette protection inter-travailleurs tout en posant les bases d'une nouvelle société. Ce mouvement révèle alors l'existence d'un pouvoir autonome, celui du travail associé.

Sans cesse soumise aux mutations d'une économie accumulatrice capitaliste, la propriété de l'outil de travail perçue, pendant une bonne partie du 19ème siècle, comme le moyen de dévier le cours de la prolétarianisation, nous révèle, dans ses différentes formes d'interprétation, les ambiguïtés et la fragilité de ce nouvel idéal qu'est le pouvoir ouvrier réel.

De la propriété comme obstacle à la prolétarianisation

En la désignant comme fille de la coercition et de la conquête, les novateurs socialistes ont ruiné le fondement mystique qui avait rendu la propriété invulnérable. Le droit de propriété est alors reconnu comme un fait social variable et c'est à travers son évolution qu'une minorité ouvrière tente, dans les années 1840, de légitimer le modèle communautaire ou le système associatif:

"D'où vient la cause des souffrances de la classe ouvrière?

De ce qu'elle ne possède pas les instruments de son travail; de ce qu'elle est forcée de louer ses bras

à la classe qui possède ces instruments; enfin de ce qu'elle est elle-même un instrument de production abandonné à la discrétion des entrepreneurs" ¹².

Paradoxalement, la notion de pouvoir ouvrier se précise à travers le "droit-proprétaire" du producteur sur l'outil et le produit fabriqué. La concrétisation de ce pouvoir tient alors toute entière dans la transformation du travailleur d'industrie, en bref, dans les possibilités de contourner la création du prolétariat ¹³. Pivotant autour d'un axe violence/savoir/travail, les modalités comme les buts de la réappropriation de l'outil de production donnent déjà une mesure de la place et du rôle réservés à l'individu-créateur dans le mouvement libérateur et donc dans la société définitive.

Entre la solution d'une réappropriation immédiate par la force et celle d'une déviation du processus en cours grâce à la réappropriation par le savoir ou le travail, la question d'un prolétariat inéluctable ou, au contraire, impensable s'avère déterminante.

L'industrie avec ou sans le prolétaire?

Chez les communistes émeutistes d'obédience babouviste ou blanquiste, l'existence d'une classe industrielle spécifique n'est pas le problème central; il faut renforcer le processus de collectivisation et d'uniformisation dans lequel est entrée la société depuis la Révolution de 1789. La suprématie du travail passant par la concentration de la propriété, tout ce qui travaille dans ce sens, telle l'accumulation des moyens de production et des capitaux, est considéré positivement. Mais seul un Etat populaire, prenant à sa charge l'éducation du peuple et la gestion nationale des richesses, pourrait à la fois renforcer et accélérer ce mouvement linéaire:

"Ainsi, par l'immense changement qu'apportent dans l'économie sociale les inventions et les perfectionnements de l'industrie moderne, il est aisé de voir que la société tend non-seulement à se rapprocher de nos doctrines, mais encore les accepte comme une nécessité impérieuse" ¹⁴.

Pour les adeptes pacifistes de Babeuf et Blanc, mais aussi de Saint-Simon, l'existence d'un prolétariat est pourtant une nécessité intrinsèque. L'industrialisation expansive étant présentée comme le seul remède à la misère, le prolétariat en est le résultat nécessaire, même s'il n'est pas explicitement nommé. Les conséquences désastreuses, au niveau des individus, d'une économie d'accumulation sont rapportées à des causes simples comme la désorganisation, le vice, l'égoïsme et l'ignorance et non pas à la capitalisation elle-même, condition indiscutable de tout progrès ¹⁵. La prolétarianisation n'est donc pas directement mise en cause et les critiques portent plutôt sur l'utilisation stérile, anarchique et sacrificielle d'énergies et de savoirs dans le simple but d'enrichissement et de pouvoir personnels.

La capitalisation, préface de la modernisation, est alors intégrée au processus de construction socialiste dans l'esprit d'une mise au travail des intelligences et des cultures, excluant l'exploitation sans limite des énergies humaines. Le projet saint-simonien domine cet état de pensée en idéalisant une société industrielle qui utiliserait la totalité des savoirs. S'intéressant moins à l'individu qu'au producteur, le saint-simonien conçoit l'existence d'un travail déqualifié, recevant un salaire honorable, selon la formule: "A chacun selon ses capacités, chaque capacité selon ses oeuvres" ¹⁶. Parce que l'intérêt du producteur est ici en synonymie avec l'intérêt général, le bonheur, produit de la prospérité et de la morale, sera fonction des capacités de l'élite industrielle et scientifique à gouverner, à organiser la production et à gérer la richesse nationale. L'Etat composé de deux branches, l'une matérielle, l'autre spirituelle, devient l'exécuteur de la volonté populaire par le fait même qu'il est le peuple abstrait, c'est à dire ce que le peuple devrait être. Le concept d'élite ouvrière tant repris ultérieurement trouve ici ses origines.

Du refus de la prolétarisation a surgi la notion de pouvoir ouvrier réel. Que ce soit par le biais de la co-propriété spécifiquement ouvrière ou du collectif communal de production, la responsabilité du producteur est visée avec l'exigente recherche d'adapter le progrès à la compréhension, l'instinct ou la vitesse de maturation du travailleur. Le rejet du processus de prolétarisation va de pair avec celui de l'industrialisation expansive et la recherche d'un équilibre entre consommation et production, entre travail collectif et savoir. Mais en négligeant les secteurs prolétarisés ou en voie de prolétarisation et en restant en dehors de la nouvelle dynamique sociale, c'est un modèle figé, prématurément vieilli qui est proposé. L'association ouvrière de type buchezien ou la commune intégrale à dominante fouriériste, présentées comme l'oeuvre des particuliers, i.e. comme l'oeuvre du temps qui les fait évoluer, se condamnent à l'échec du fait même que la mutation des producteurs, incluant des femmes et des enfants, est déjà engagée à travers la prolétarisation ¹⁷.

Par anachronisme et incapacité à reconnaître l'existence d'un prolétariat, le mouvement associatif s'isole au sein d'une classe ouvrière lui préférant des solutions plus radicales et plus immédiates. Dans son articulation à la propriété et à la connaissance, l'associationnisme aurait logiquement dû disparaître. Mais la Révolution de 1848 et la trahison politique des revendications ouvrières ainsi que la répression impériale ¹⁸ à l'encontre des organisations de défense ou de résistance, permettent au mouvement associatif de survivre et de se renouveler ¹⁹. Dans sa variante conciliatrice, travail et capital, il perpétue l'espoir d'une société industrielle n'intégrant pas certaines catégories de travailleurs dans le prolétariat ²⁰; sous la forme rénovatrice du coopératisme et du mutuellisme, il dépasse le pur rejet de l'industrialisation pour dominer les années 1860.

Intégrant progrès et autonomie dans la mise en oeuvre d'une force de travail collective plus ou moins concentrée, ces modèles de société désignent le savoir et la propriété du produit final comme les paramètres incontournables du pouvoir ouvrier réel. Alors qu'empiriquement, le syndicat et la coopérative de consommation sont fortifiés dans leurs rôles de réceptacle et d'animateur de ce pouvoir, les règles collectives de la concentration de l'outil de travail et de sa propriété sont néanmoins admises d'un point de vue théorique. Ces thèses se rapprochent ainsi, sinon du mouvement politique, du moins

des théories véhiculées par le courant marxiste français et par la première Internationale; C. de Paepe se situe ainsi en socialiste de son temps:

"...imbu des idées socialistes modernes de Fourier, d'Owen, de P. Leroux, de Colins, de Proudhon surtout, mais qui a parfois l'audace de s'écarter de ces grands maîtres et de s'essayer à voler de ses propres ailes" ²¹

Du coopératisme au collectivisme, un espace non prolétarien

Dans les modèles coopératistes et mutuellistes, l'industrialisation repose sur les deux principes de l'utilité sociale et de l'extinction du paupérisme par l'association des forces individuelles en vue de l'élargissement des richesses. Modèle de conciliation, quand il revendique pour tous l'accessibilité progressive à la propriété, modèle d'antagonisme, quand il substitue au droit de propriété sur l'outil "le droit collectif d'en user", sans toutefois accepter les lois capitalistes de l'accumulation et de la dépossession. Le projet d'une industrie sans prolétaire se perpétue en évoluant sous la double pression des exigences ouvrières en matière de consommation et de la mutation des diverses structures de fabrication.

Une réelle transition s'opère ainsi dans ce courant de pensée quand il admet que la répartition égalitaire des richesses ne peut être obtenue que par la technologie avancée d'une société collectiviste ²²; certains voient alors ici l'introduction au communisme au sens économique du terme:

"Il [le collectivisme] n'est que la somme de communisme réalisable dans les conditions morales et économiques d'aujourd'hui compatible avec l'état quantitatif de la production et l'état qualitatif des producteurs" ²³.

En s'ouvrant progressivement à la théorie collectiviste par la reconnaissance des lois de la production capitaliste, les organisations ouvrières se réclamant d'un pouvoir ouvrier réel, se trouvent en porte-à-faux avec leurs principes autonomistes. La dichotomie entre une théorie collectiviste et un schéma de société porté par une classe ouvrière consciente et savante, conduit le mouvement vers la recherche d'une collaboration entre le secteur de la production et celui de la distribution au sein d'une alliance syndicat/coopérative de consommation. Jusqu'au début du siècle, le mouvement coopératiste, sous sa forme socialiste ou solidariste, va dès lors réunir dans ses congrès plus d'ouvriers que les divers partis réunis ²⁴.

Le collectivisme distingué du communisme

Dans la pluralité de ses solutions, le collectivisme est reconnu par une masse ouvrière encore en formation; la socialisation de la propriété fondée sur la concentration capitaliste et l'organisation des ouvriers sont les réponses à une

classe dirigeante structurée et soudée dans l'adversité de classe. Du droit de possession, théorisé par Proudhon pour intégrer le travail collectif dans un système contractuel de réciprocité, aux diverses recherches pour fonder une valeur d'échange en dehors du circuit mercantile, les refus ouvriers se déplacent sans toutefois fournir de solution à la question du prolétariat existant et de ses possibilités d'émancipation.

A la fin du Second Empire, le relâchement des mesures répressives et le dynamisme de militants de la première Internationale, tels De Paepe ou Longuet, permettent d'ouvrir une brèche entre communisme et pouvoir ouvrier. Le collectivisme est alors reçu comme la synthèse de deux idées, celle de la commune et celle de la production collective. Il est interprété comme un moyen d'augmenter et d'améliorer la masse de production par la suppression du parasitisme et des intermédiaires, tout en laissant aux travailleurs plus de loisirs à consacrer à leur développement intellectuel. Dans ce système, la production serait réglée et dirigée par les besoins des producteurs librement associés aux groupes travailleurs de leur profession. Il en serait de même dans la commune et dans la fédération. Le collectivisme est ici un modèle de société; il regroupe aussi bien des coopérateurs que des syndicalistes, dont les mutuellistes et les anarchistes proudhoniens. Pour les communistes, le collectivisme n'est pas un modèle; relatif ou partiel, il n'est qu'un prélude au communisme total, simple processus de réappropriation ne durant qu'un laps de temps non mesurable pendant lequel se construit, s'éduque et se forme le monde du travail.

Au congrès de Bruxelles en 1868, la chute du coopératisme mutuelliste en tant que discours dominant ²⁵, traduit l'affaiblissement du courant économiste par rapport au courant politique. Collectivisme et communisme ont alors du mal à se distinguer, si ce n'est sur le rôle attribué à l'Etat et à ses structures autoritaires. Mais une fois encore, l'intermède répressif de l'après-Commune redonne vigueur aux divers courants auto-émancipateurs et conduit les politiques, qu'ils soient collectivistes ou communistes, à tacitement accepter que la production soit du ressort des ouvriers organisés dans les syndicats et les coopératives.

Les guesdistes vont respecter cette clause tout en travaillant les secteurs prolétarisés à leur avantage. C'est ainsi que le Parti Ouvrier opère une transition théorique et idéologique à partir de 1880, en désignant dans les travailleurs de la grande industrie, l'avant-garde révolutionnaire et "les chefs naturels du prolétariat" ²⁶. Le mécanicien est alors reconnu comme le travailleur-type de cette mouvance militante n'ayant plus aucun lien avec l'idéologie passiviste du travailleur de l'atelier:

"cette classe constituée possède en elle-même tous les organismes intellectuels que réclament l'administration et la direction de la production sociale" ²⁷.

Ainsi deux courants totalement contradictoires se rattachent au collectivisme des années 1880. Le premier relève du constat que l'outil collectif ne peut plus se morceler; le droit d'en user permettrait d'éviter son éclatement tout en préservant l'autonomie ouvrière au sein de la production. Se réclamant d'une approche scientifique marxiste, le second conçoit le collectivisme comme une phase indispensable du processus révolutionnaire, en relation avec les techniques de production, le

producteur réel et ses capacités à se séparer de la société traditionnelle. Si la collectivisation des moyens de production fondée sur la concentration capitaliste est un fait acquis dans les vingt dernières années du siècle, l'organisation ouvrière est divisée sur la question du pouvoir et de ses moyens. Le Parti Ouvrier éclate entre guesdistes, possibilistes et anarchistes; l'analyse politique prime sur celle de l'organisation du travail, interrogation dès lors abandonnée au coopératisme et au syndicalisme, plus ou moins liés selon les régions.

Etat ouvrier, système fédéraliste communal et socialisme municipal des services publics représentent les systèmes politiques pour lesquels les hommes s'affrontent et les programmes électoraux fleurissent. Parallèlement, des anarchistes, des néo-proudhoniens et bientôt des blanquistes et des guesdistes en rupture de parti, investissent le champ de la lutte économique pour créer le syndicalisme révolutionnaire.

Supprimer l'instinct de propriété sur l'outil de travail chez les ouvriers est le point fort de la propagande collectiviste des années 1880-1890; celle-ci laissant entrevoir, à travers le développement de la grande industrie, les contours d'une société d'abondance. Réunis sur le terrain de la théorie économique et de la lutte de classe, les tenants de l'auto-émancipation ouvrière iront vers le communisme par opposition aux réformistes. Se faisant ouvriériste, le communisme devient à la fois l'envers du capitalisme et l'anti-thèse du réformisme, sans pour autant devenir prolétarien.

Les limites de l'action directe

L'action directe ²⁸ est le résultat d'une prise de conscience qui s'est forgée depuis le Second Empire par le sentiment particulier d'exil intérieur et de profonde rancœur vis-à-vis du monde politique. Engagé progressivement dans le collectivisme par la reconnaissance des lois capitalistes de la modernisation, puis dans le communisme par opposition au réformisme, le mouvement auto-émancipateur, porté par le syndicalisme révolutionnaire, va tenter de préserver ses préceptes ouvriéristes en s'imposant aussi bien comme organe politique de la classe ouvrière que comme collectif de gestion. Sacralisant le travail et le pouvoir qui en découle, il présente le polytechnisme comme le révélateur nécessaire de la conscience ouvrière révolutionnaire et comme le vecteur empirique de son contrôle sur la fabrication; de cette double fonction, découlerait l'acte final par le biais de la grève générale. Ne trouvant aucune solution pour hausser le prolétariat à la capacité technique et ne pouvant concilier capitalisation et pouvoir ouvrier dans un projet de société, le syndicalisme d'action directe se place bientôt en situation d'échec. Chargé du dynamisme militant et des valeurs ouvriéristes, l'espace révolutionnaire se présente face à la social-démocratie, syndicale ou politique, vide de tout modèle.

Alors que le communisme ouvrier cherche ses références, le socialisme, porté par la Deuxième Internationale, semble triompher quand la guerre vint lui imposer sa vindicte patriotique.

Introduction au communisme prolétarien

A l'aube du nouveau siècle, collectivisme et communisme gardent leur caractère multiforme et contradictoire ²⁹; tournés vers une société fortement industrialisée, ils maintiennent un compromis par lequel accélération de la production et contrôle ouvrier ne s'opposeraient pas. Au processus capitalisation-modernisation où tous s'accordent à voir le communisme ou le socialisme en formation, il faut ajouter prolétarisation. Force numérique et creuset de l'exploitation capitaliste, le prolétariat est désormais le pivot central de la lutte contre le capital. Tenté par les guesdistes, le passage à sa conceptualisation révolutionnaire et donc son identification au modèle final n'est pourtant pas encore globalement établi. Si la lutte se radicalise et si les barrières de classe sont de moins en moins perméables, le modèle de société porté par le syndicalisme des années 1890-1905, ainsi que par une majorité socialiste ³⁰, a du mal à s'accorder avec la réalité économique et sociale. Depuis les années 1880, la classe ouvrière organisée fonctionne selon les principes marxistes de la lutte de classe ³¹, tout en se plaçant dans un processus économique d'industrialisation dans lequel elle veut peser et s'insérer comme force de décision. En plaçant le contrôle ouvrier sur le produit final comme fondement de l'organisation communiste ³², les éléments actifs de la classe ouvrière, désormais passés à la lutte radicale prolétariat/capital ³³, ne peuvent se projeter en tant qu'individus dans le prolétariat réel. Dans son essence même, le prolétaire est incapable de gérer et de contrôler le procès de fabrication, aliénation qui en fait sa force révolutionnaire selon Marx ³⁴; sa libération ne peut surgir que de la disparition des classes après une période indéterminée de dictature.

Si communisme et technologie sont désormais indissociables, si le prolétaire est reconnu dans son rôle d'accoucheur de l'avenir et si la social-démocratie reste synonyme de démocratie bourgeoise, la classe ouvrière doit alors accepter sa mutation interne et le déplacement de ses pouvoirs du terrain concret de la gestion de la production, à la théorie abstraite de la dictature de classe. Pourtant, les principes d'un pouvoir ouvrier réel ne sont pas remis directement en question; idéologiquement, aucun groupement politique n'est de taille pour les contrecarrer ou bien les intégrer sous de nouvelles formes.

Le syndicat garant du pouvoir ouvrier réel

Maintenant le primat du pouvoir ouvrier dans la sphère de production et d'échange, le mouvement politique de la fin du siècle n'arrive pas à rivaliser avec un syndicalisme révolutionnaire qui s'érige à la fois en défenseur des intérêts quotidiens de la classe ouvrière et en bâtisseur d'un Etat social. Cependant, si les syndicalistes investissent le champ capitaliste de la productivité et de la technique du point de vue théorique, ils s'entêtent à vouloir concilier contrôle ouvrier sur le produit final et organisation politique et sociale. Une telle contradiction pourrait expliquer la faiblesse des organisations ouvrières françaises, au moins quant au nombre de leurs adhérents, en éclairant leurs difficultés à s'insérer dans une politique de négociation continue avec le patronat et l'Etat ³⁵ ainsi que leurs échecs à regrouper les forces révolutionnaires derrière un projet unique.

D'une part, le syndicalisme révolutionnaire entretient l'idéal d'un pouvoir ouvrier réel, mais arrive ainsi à le mythifier en le confinant au gestuel dépassé de la multiplicité des savoirs et des tâches. D'autre part, avec 1397 373 voix en 1914, la SFIO, parti politique organisé, structuré, intégrant des militants adhérant aux thèses marxistes du matérialisme historique ne peut empêcher la dispersion ou la désaffection des ouvriers pour leur mouvement, car pour maintenir son caractère révolutionnaire et populaire, le Parti socialiste ne peut en effet que respecter la clause de séparation établie depuis le Second Empire entre politique et économique ³⁶, sans pour autant obtenir l'étiquette de Parti de la classe ouvrière.

En réaffirmant ces principes, il s'agit moins de chercher une spécificité au socialisme français que de s'interroger sur les raisons qui ont conduit le mouvement ouvrieriste, syndical et politique, à sauter le pas qui séparait le prolétariat empirique de son concept révolutionnaire, s'ouvrant ainsi au courant communiste international bientôt porté par la Révolution russe.

En se réclamant du communisme et en reconnaissant les règles capitalistes de l'accumulation, les militants du pouvoir ouvrier direct acceptaient implicitement l'exclusion d'une majorité d'ouvriers des sphères de direction dans la production, maintenant l'ambiguïté entre pouvoir réel et pouvoir idéologique. Si à la veille de 1914, le courant communiste existe du triple point de vue de l'idéalisme, de la lutte de classe et de la théorie économique, il est, en revanche, vide de tout contenu en matière de projet. Face au modèle social-démocrate porté par la SFIO et la CGT, le communisme ouvrieriste, entre syndicat et parti, cherche ses points d'appui.

Union de la théorie et du modèle

Après la guerre de 1914, le syndicalisme révolutionnaire est bel et bien mort en tant que force organisée et le courant social-démocrate domine conjointement la SFIO et la CGT. Celui-ci répond à la fois à une demande ouvrière globale et à une situation économique et sociale transformée par les années de guerre. Discuté et controversé, ce modèle, qui a fait de "la nationalisation industrialisée" sa proposition centrale, devient malgré tout la référence d'une économie socialiste, productiviste et rationaliste.

Engagés dans un déterminisme unilinéaire qui réduit la dynamique sociale au seul moteur de la lutte de classe et régénérés par de jeunes militants ³⁷, les opposants au réformisme se tournent alors vers l'idéologie marxiste politique. Leur réflexion militante est vouée à l'acte révolutionnaire plutôt qu'à l'instauration du communisme censé s'ensuivre et ils sont conduits à négliger le modèle économique pour lequel les générations précédentes avaient lutté.

Les communistes des années 1919-1920 s'engagent ainsi dans un choix stratégique anti-réformiste, le modèle communiste se faisant idéal plus que forme concrète de société. D'une certaine manière, la foi révolutionnaire en la III^{ème} Internationale traduit une baisse de confiance dans les masses ouvrières décevantes au regard d'une classe militante qui lui avait conféré la capacité à s'auto-émanciper. Les tenants du pouvoir ouvrier direct n'ont certes pas abandonné leurs ambitions émancipatrices; mais un ensemble de facteurs politiques et sociaux les ont conduits à déterminer des priorités.

En effet, les tentatives de grèves générales de 1919-1920 se soldent par des échecs et entraînent le repliement de la classe ouvrière sur elle-même; il en est de même en ce qui concerne la survie du "Parti communiste de soviets" qui se crée en France en 1919 ³⁸. De plus, dans un contexte international de veille révolutionnaire, il s'agit de préserver la seule expérience communiste mise en péril par la politique capitaliste internationale. Il apparaît alors qu'après le recentrage des éléments révolutionnaires, la rupture avec les réformistes du mouvement ouvrier passe par l'adhésion à la IIIème Internationale et la formation d'un parti de classe.

Cette démarche ne consiste nullement à reconnaître l'existence d'un modèle spécifique de communisme, mais correspond à la radicalisation de la lutte dans un climat international de guerre civile. Rejoindre le camp véritablement révolutionnaire, toucher enfin le prolétariat réel ou éviter la coupure avec le mouvement ouvrier organique, voilà autant de raisons de voter, au congrès de Tours, pour l'adhésion à la IIIème Internationale.

Le PCF, parti de la classe ouvrière

Les espoirs d'une révolution imminente sont vite déçus. A la mort de Lénine, le mouvement révolutionnaire s'est enlisé, la révolution n'a pas débordé le territoire de la Russie et une partie importante du prolétariat des pays développés se range à nouveau sous la bannière réformiste. A deux doigts de disparaître alors que de toute évidence la social-démocratie aurait pu triompher, la SFIC devenue PCF a pourtant survécu.

Après 1921, aucune thèse importante ne distingue la SFIO du PCF; la première souligne les fondements marxistes de ses actions et le second a abandonné toute idée de révolution immédiate. Mais la répression gouvernementale contre le Parti, s'ajoutant à son travail interne au plan doctrinal, va permettre de préserver le réceptacle d'une politique communiste sur laquelle les dirigeants soviétiques vont sans cesse influencer. Progressivement, par la médiation de l'idéologie, c'est le PCF et non la SFIO qui s'octroie le titre d'organisation de la classe ouvrière et personne ne pourra ou n'osera lui en contester la pérennité. Dans des circonstances particulières - i.e. une Révolution concrète et les échecs successifs des mouvements antérieurs - le PCF, dans un laps de temps réduit, se trouve dans la situation favorable pour effectuer la synthèse entre une théorie de l'Etat, un modèle de société industrielle triomphante ³⁹ et le symbole d'un pouvoir ouvrier réel. Stratégie, idéologie et organisation sont les facteurs décisifs de ce résultat.

Ainsi, le rôle hégémonique de l'URSS ne peut expliquer à lui seul la filiation du PCF à la classe ouvrière française; dans les premières années de son existence, le Parti est en effet beaucoup plus qu'un simple organe révolutionnaire; pour tout un courant anti-réformiste, il représente le moyen d'insérer l'idéal ouvrieriste dans la logique de la construction industrielle. Sous son aspect conceptuel et mythique, le prolétaire permet alors de réconcilier ouvrierisme et modernisme en occupant le rôle de bâtisseur en plus des "qualités" révolutionnaires, au sens marxiste du terme. L'URSS apporte la caution d'une révolution réussie et projette les clichés d'une conciliation classe ouvrière/modernisation. Mais son rôle devient

fondamental, lorsque celle-ci intervient dans l'organisation interne du mouvement; à partir de 1924, le Parti s'organise définitivement sur le modèle bolchevik. L'introduction du centralisme démocratique s'accompagne alors de la formation d'un noyau dirigeant et d'un appareil permanent; conception très nouvelle de la politique en France ⁴⁰.

Ainsi, l'idéologie de base des premiers militants des années 1920-1925 sert les desseins de la IIIème internationale. Pendant des années, hommes et femmes ont sublimé le pouvoir ouvrier direct et ont propagé leur haine du réformisme et de la démocratie bourgeoise. La Révolution russe touche directement cette population gagnée au communisme, mais divisée sur son interprétation. Sans cette force militante, le PCF n'aurait certainement jamais vu le jour.

Enrichi du blanquisme et du guesdisme, accueillant une jeunesse néophyte, le Parti évacuera par vagues successives ces communistes idéalistes, mais se parera de leur symbolique du pouvoir ouvrier réel, encore fortement ancré dans les mémoires. Alors que la dissidence ⁴¹, entre SFIO et PCF, s'enferme dans la pensée conceptuelle du triangle prolétariat-révolution-communisme, ne faisant qu'accélérer la reconnaissance du Parti comme organe de la classe ouvrière, le PCF travaille idéologiquement à unir dans un prolétariat devenant concept et mythe, les forces destructrices et créatrices auparavant dissociées. La construction d'une société industrielle devient oeuvre révolutionnaire; par son exemple, l'Union soviétique se fait modèle et autorité.

Au fur et à mesure que s'affirme pour le pays des soviets, la nécessité de se moderniser et de rivaliser avec les pays capitalistes, les solutions adoptées ne peuvent qu'apparaître familières à l'ouvrier français. De Babeuf à Guesde, les modèles communistes reconnaissent à l'Etat propriétaire le droit d'organiser et de gérer la production dans un sens productiviste et totalitaire. Portée depuis 1916 par la CGT et la SFIO associées, la politique de nationalisation et de socialisation a facilité la réconciliation de certains travailleurs avec ce modèle. De plus, en revenant à l'électoratisme, le mouvement communiste renoue politiquement avec l'ouvrier républicain, moins radical, sans pour autant être moins idéaliste.

Le Parti pionnier de la construction industrielle sur la base d'un prolétariat conscient et volontaire - le modèle communiste achevé

Les légitimes désirs ouvriers à l'enrichissement, auxquels venaient se heurter les refus de la dépossession, trouvent leurs répondants dans la société communiste prolétarienne. Grâce à la Révolution russe et à la IIIème Internationale, le mouvement ouvrier français peut enfin concilier le producteur devenu prolétaire avec un modèle de société et une théorie révolutionnaire. Mais ce faisant, il nie une partie de son héritage et en stérilise les principes contestataires en les enchaînant au prolétariat.

La force de l'ouvriérisme français, la primauté accordée au travail directement productif, la sacralisation du pouvoir ouvrier et les multiples échecs de sa concrétisation depuis 1848 sont des facteurs positifs pour la reconnaissance du

prolétaire mythique en France. L'assimilation du communisme aux structures politiques et économiques se mettant en place en URSS en est le résultat primordial, masquant le détournement des énergies émancipatrices et leur canalisation dans la voie révolutionnaire élitiste du communisme intégral prolétarien ⁴².

Dans une atmosphère internationale hostile, amener une société à un haut niveau de connaissance et de technologie implique, pour un temps, l'utilisation maximale des capacités productives. C'est ainsi que le prolétariat révolutionnaire d'URSS est distingué du prolétariat asservi des pays capitalistes et que, face à ceux qui ne parlent que de libération du producteur, on justifie les raisons de "la course folle à l'industrialisation":

"De même que le dépérissement de l'Etat doit être précédé par un renforcement de l'Etat, de même l'abolition du labeur doit être précédée de l'intensification du labeur" ⁴³.

Modèle, théorie, acteurs et sujets révolutionnaires s'accordent bientôt face aux contraintes d'une réalité, celle d'une nation qui doit accumuler et donc former un large prolétariat industriel. Dans la société pré-communiste, l'effort exigé du travailleur sous forme d'un surcroît de travail se voit compensé par l'immédiate redistribution des richesses, dont la masse s'élargit sans cesse à la fois par "les économies réalisées sur l'entretien de la bourgeoisie expropriée" ⁴⁴ et par l'utilisation rationnelle des moyens de production et d'échange. Avec ce thème, le PCF va toucher une population peu pénétrée par les syndicalistes révolutionnaires et les groupes d'extrême-gauche. C'est par exemple le cas du secteur de la mine et de la métallurgie que les guesdistes des années 1880 avaient travaillé avec succès. A l'instar des doctrines de Babeuf, Blanc ou Guesde, le communisme de type soviétique n'engage pas le travailleur dans le circuit inconnu de la gestion collective à la base et des responsabilités individuelles. En échange du confort et de la sécurité, la société égalitaire prolétarienne n'exige que travail et obéissance, ce que tout prolétaire est supposé fournir.

A l'aube de l'ère stalinienne, le refus de la prolétarisation n'est donc plus oeuvre révolutionnaire. Le prolétaire est force de transformation par sa contradiction intrinsèque: s'il aspire à sa négation en tant que produit du capitalisme, il doit se préserver comme force positive d'édification d'une nouvelle civilisation. Le communisme est à la fois destruction et prolongation des rapports économiques et sociaux en place. Modèle, organisation et instruction communistes tournent autour de cet axe; seule une société globalement prolétarisée peut ouvrir la voie du communisme intégral.

Par le biais de la Révolution bolchevique, modèle concret sur un terrain devenu stérile, la liaison avec le communisme, sans cesse renaissant de ses cendres depuis 1789, est rétablie. De la mythologie du prolétariat empirique, force de travail sublimée, au prolétaire-concept identifié à l'élite du Parti, la société communiste se réduit bientôt à la seule phase transitoire de capitalisation et de prolétarisation. Processus révolutionnaire et formation du monde industriel se confondant, la société post-prolétarienne n'a bientôt plus de visage.

Pour de longues années, l'unicité de la doctrine colle à la réalité économique et sociale du paysage français, mais stérilise toute réflexion sur la société post-industrielle et les modalités de la transition du point de vue des travailleurs. Les raisons de ses succès sont ainsi celles de ses échecs. Acculé à une impasse, le mouvement révolutionnaire français retrouve, grâce à la Révolution russe, la force logique et persuasive d'un modèle. Mais, en intégrant au communisme les formes de la production capitaliste et en se liant totalement à l'industrialisation et au prolétariat, le PCF se place dans l'impossibilité idéologique de s'en dissocier et d'en imaginer le devenir. Comme tous les communismes, le communisme prolétarien est assujéti à "un espace-temps" bien spécifique, pour reprendre le terme de M. Verret; non pas l'espace de la société moderne, mais celui de la construction de la société industrielle et de la constitution du prolétariat. De la reproduction du prolétariat dépend désormais la survie du Parti.

NOTES

¹ Dans sa fonction dominante de productrice de richesses et de transformatrice des structures économiques existantes, mais aussi en tant que groupe porteur d'une culture et de valeurs spécifiques (Cf. G. Noiriel, "*Les ouvriers dans la société française - XIX^{ème}-XX^{ème} siècle*", Points/Histoire, Paris 1986).

² La notion de "communisme" est employée ici avec le sens général que lui a donné M. Verret, c'est à dire: "Le droit d'accès commun à l'usage individuel ou collectif gratuit d'un bien exclu de l'appropriation privative" "PROBLEMES ET METHODE" *Communismes et sociétés ouvrières - Réflexions sur des pluriels*", in Communisme n°15-16 1987.

³ Les désirs et les refus, offrent du point de vue méthodologique, un rapport de causalité pour interpréter les divers courants de pensée insérés dans le processus de modernisation, Cf. Yolène Dilas-Rocherieux, "*Les modèles de société dans la presse ouvrière française - industrialisation et communisme 1830-1930*", Thèse de doctorat, Paris X-Nanterre 1988.

⁴ La préservation des individualités et la volonté de subsister sont les déterminants de l'action et de la pensée ouvrière; la priorité imposée par l'un ou/et l'autre de ces déterminants donne une forme aux luttes et en diversifie les moyens.

⁵ Sur ce point, on peut se référer à J. Rancière, "*La nuit des prolétaires - Archives du rêve ouvrier*", Fayard 1981.

⁶ Auquel il ne faut pas assimiler le courant communautaire comme celui de Cabet.

⁷ La Fraternité (journal communiste se réclamant à la fois de Babeuf, d'Owen et de Jésus) janvier 1842.

⁸ Programme de la presse démocratique et sociale interprété du point de vue phalanstérien, par V. Hennequin, La Démocratie Pacifique mars 1850.

⁹ Ibid.

¹⁰ Ibid.

¹¹ La Constituante libère le travail industriel le 2.03.1791 des traditions séculaires ordonnant les relations maîtres/ouvriers, en supprimant les corporations et les lois qui les régissaient: "il sera libre à toute personne de faire tel négoce, d'exercer telle profession, art et métier qu'elle trouvera bon"
Le 14.06.1791 la loi Le Chapelier vise à la destruction de toutes les formes d'organisation corporatives en générale et plus particulièrement des associations ouvrières.

¹² L'Atelier (journal buchezien) mars 1845.

¹³ Si refus global de la prolétarisation il y a - celle-ci prise dans les divers sens de paupérisation, de dépossession du savoir et de salarisation - , les solutions en sont forcément multiples.

¹⁴ La Fraternité décembre 1841.

¹⁵ Cf. J. Ellul, "*Changer de révolution - L'inéluctable prolétariat*" Seuil 1982.

¹⁶ Cf. Le Globe (journal saint-simonien).

¹⁷ Si la Prolétarisation est lente en France, touchant surtout jusqu'à la moitié du siècle les secteurs du textile, la répercussion de ce processus d'accumulation joue sur les salaires des non prolétaires et provoque un déséquilibre des rapports économiques et sociaux dans les villes industrielles ainsi que dans les campagnes où le travail se partage entre la terre et l'artisanat.

¹⁸ Cf. T. Judt, "*Le marxisme et la gauche française - 1830-1981*", Hachette 1987.

¹⁹ A chaque instant de l'histoire ouvrière, le contexte politique et social favorise quel que soit l'héritage idéologique, la création et l'expansion d'un type de modèle sur un autre. Aussi, les projets de société reflètent à la fois les exigences immédiates de la classe ouvrière et les limites imposées à celle-ci pour exprimer sa volonté de changement.

20 La lente formation du prolétariat français et la diversité de statut du travailleur industriel permettaient tout autant cette perpétuation. Cf. G. Noiriel, "*Les ouvriers dans la société française*" op. cité.

21 C. de Paepe, *La Rive Gauche* (journal collectiviste-proudhonien puis marxiste à partir de 1865) 13.8.1865.

22 Le congrès de Marseille marque en se sens un passage décisif dans l'évolution du mouvement ouvrier français vers le communisme.

23 "Réponse aux colinsiens" par les rationalistes de l'Egalité, *Le Prolétaire* (journal possibiliste) 11.1.1889.

24 Cf. A. Gueslin "*L'invention de l'économie sociale - le XIX^{ème} siècle français*", *Economica* 1987.

25 Ceci, grâce à l'éloquence d'un César de Paepe, utilisé par K. Marx contre les ouvriers proudhoniens. E. Halevy, "*Histoire du socialisme Européen*", définit le socialisme de C. de Paepe comme "un socialisme mixte à la fois mutuelliste et marxiste qu'on appelle collectivisme. C'est une doctrine plus individualiste que le marxisme, mais moins individualiste que le mutuellisme". p.206, Idée/gallimard 1974.

26 On s'interroge encore aujourd'hui sur la réalité de l'impact du marxisme sur le mouvement ouvrier des années 1880-1890. La lutte de classe, la théorisation du processus concentrateur capitaliste, le collectivisme dans la production et l'élitisme ouvrier sont, il est vrai, les apports de penseurs comme Saint-Simon, Pecqueur et Proudhon, renforcés par des hommes comme C. de Paepe ou encore Bakounine. Mais ce n'est pas sur ces terrains spécifiques que, par le biais des guesdistes, le marxisme s'est peu à peu imposé, mais bien plutôt sur celui de l'organisation et de la méthode. S'appuyant sur les secteurs prolétariés, s'organise pour la première fois en France, un parti structuré et discipliné, soutenu par la social-démocratie allemande. Des leaders professionnels, que l'on retrouvera à tous les niveaux de la lutte émergent. Si les guesdistes ont toujours représenté une minorité en tant qu'organisation et ont été combattus au nom du particularisme français, leur théorie a laissé une trace indélébile dans des secteurs ouvriers sur lesquels va s'appuyer le parti communiste après les années 1920.

27 *L'Egalité* (journal collectiviste-marxiste, J. Guesde en est le rédacteur en chef) 13.3.1880.

28 Voir à ce sujet J. Julliard "*F. Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*", Seuil, Paris 1971;

29 Selon la presse ouvrière (cf. Y. Dilas-Rocherieux, op. cité) le collectivisme des années 1870-1880 serait synonyme d'adaptation ouvrière vis-à-vis de sa transformation intrinsèque; il serait l'aboutissement de nouvelles données sur

lesquelles on ne peut et on ne veut revenir. Tout en restant en grande partie sur le terrain empirique de la production, celui-ci prend, dans les années 1900, une forme plus politique en gravitant désormais dans l'espace théorique du prolétariat et de la lutte de classe.

³⁰ En opposition aux marxistes intransigeants (dont les guesdistes) Jaurès, dans l'organisation socialiste dont il ébauche le plan (voir les articles dans *La Revue socialiste* de 1895) réserve aux syndicalistes et aux coopérateurs une grande place, équilibrant la représentation des producteurs et celle des consommateurs dans un Etat transformé qui ne serait plus le fondé de pouvoir de la bourgeoisie. Lutte de classe et pouvoir ouvrier dans la production sont alors les éléments de base du socialisme réformiste. Avec l'unification du PS en 1905, s'opère une transformation interne; la politique devient hégémonique, le Parti se coupe alors des éléments ouvriers actifs.

³¹ Dans la période 1879-1889, le socialisme se radicalise et, à l'exception des possibilistes, préconise une seule voie: la destruction de l'Etat. Après les scissions successives et l'isolement des différents partis, ceux-ci tendent à ramener le socialisme à un processus économique et politique devant, à terme, exproprier la bourgeoisie capitaliste de l'Etat, de la propriété et de tous les postes de pouvoir. Le syndicat reprend alors le flambeau de la lutte révolutionnaire, laissant le champ politique aux guesdistes, aux possibilistes, aux blanquistes et bientôt aux indépendants; il s'agit de concentrer les forces sur la lutte économique et la reprise en main des leviers de la production au moyen de la grève générale. Cf. M. Perrot, *"Le socialisme français et le pouvoir"*, première partie, *Les socialistes français et les problèmes du pouvoir (1871-1914)*, en collaboration avec A. Kriegel, EDI Paris 1966.

³² Le Parti ouvrier va jouer sur le principe de "l'intégralité du produit", formule parvenue selon C. de Paepe, "à l'état de devise, presque de dogme... née de la lutte de classe": "Le travailleur doit être maître de son produit ou l'intégralité du produit appartient au producteur immédiat". C. de Paepe préfère à celui-ci: "à la société la terre et les instruments de la production, à l'individu l'équivalent du produit de son travail personnel, les charges sociales étant remplies" cf. "Communisme relatif", *La Revue socialiste* mai 1890.

³³ La grève en est un élément essentiel; nombre de journaux ouvriers rapportent les grèves passées ou en cours, sous l'appellation "lutte de classe".

³⁴ "Ce n'est pas l'observation empirique des prolétaires qui permet de connaître leur mission de classe. C'est, au contraire, la connaissance de leur mission de classe qui permet de discerner l'être des prolétaires dans sa vérité. Peu importe, par conséquence, le degré de conscience que les prolétaires ont de leur être; et peu importe ce qu'ils croient faire ou vouloir: seul importe ce qu'ils sont". A. Gorz, *"Adieux au prolétariat - Au delà du socialisme"*, Galilée 1980 p. 17.

35 Les ouvriers, comme les patrons, ne mettront pas à profit les possibilités d'arbitrage créées par les lois de 1892. Ceci fortifiait le sentiment et la situation des ouvriers de non intégration à la société. Cf. M. Perrot, "*Les ouvriers en grève*", 2 volumes, Mouton Paris 1974

36 Cette relation sans cesse conflictuelle entre les groupes politiques et la base organisée corporativement ou économiquement est l'héritage du Second Empire. Cette période tient, pour cette raison, une place primordiale dans l'histoire de la gauche française et dans l'antagonisme de l'économique et du politique.

37 "En décembre 1919, le Parti comptait 132 000 membres et à son apogée, dans les mois précédant le congrès de Tours, 180 000. Fait plus significatif, on estime que les deux tiers des anciens militants avaient été perdus, pour une bonne part tués pendant la guerre. Les trois quarts des membres de 1919 étaient donc des hommes et des femmes nouveaux, sans la moindre expérience du mouvement socialiste d'avant-guerre. Il s'agissait de jeunes gens, dont bon nombre avaient été soldats, et l'image de la Révolution russe de 1917 et la promesse de changements urgents dès la fin de la guerre avaient le don de les galvaniser. Un pourcentage légèrement plus élevé des militants était désormais originaire des départements industriels (62%) en 1920 et bon nombre d'entre eux militaient aussi dans les syndicats en plein essor au lendemain de la guerre", T. Judt op. cité p. 134.

38 L'ultra-gauche à dominante syndicaliste anarchiste, avec des éléments de la gauche zimmerwaldienne, autour du journal *l'Internationale*, forme en 1919, à partir du CDS (Comité de défense syndicaliste) un premier PCF sur la base d'une interprétation libertaire du bolchevisme. Péricat anarchiste et Sigrand socialiste en sont les têtes de file. Cf. A. Kriegel, "*aux origines du communisme français*" Champs Flammarion 1969.

39 Modèle forgé par les saint simoniens et les socialistes positivistes.

40 Cf. A. Kriegel op. cité.

41 Comme ceux de la Révolution Prolétarienne (journal syndicaliste-communiste).

42 Dans la brochure, "La discussion dans le Parti" de 1927, on témoigne de la difficulté pour de nombreux ouvriers à entrer sur le terrain du communisme intégral: "beaucoup d'ouvriers, les plus nombreux, croient encore au partage". Rappoport, dans son "*Précis du communisme*", 1929, rappelle au prolétariat qu'il ne peut demander "le partage de la mine ou du haut fourneau".

43 Cf. H. Marcuse, "*Le marxisme soviétique*", Coll. Gallimard/Idées 1963, p. 327.

44 V. Serge, "*Lettre de Russie*", Leningrad le 20.10.1927, publiée dans *Clarté* (Bulletin français de l'Internationale)
1927.